

de fait, à la suite d'un discours que M. Khrouchtchev a prononcé à une réunion politique au Kremlin. J'ai étudié les comptes rendus qu'en ont donnés les journaux. C'est tout ce dont je dispose à l'heure actuelle. Je les ai étudiés avec soin. Je puis dire au moins ceci. J'y connais la position classique des Soviétiques touchant les questions relatives à l'Allemagne et à Berlin. Même si ce discours peut être décourageant,—je ne pense pas risquer de tomber dans l'optimisme béat,—je tiens encore à voir quelle réponse officielle fera l'URSS aux notes qu'on a récemment envoyées à Moscou. Je songe à la série de notes que j'identifie par la date de la nôtre, le 17 février. Je pense que les puissances de l'Ouest devraient se guider d'après la teneur que prendra la réponse officielle, plutôt que d'après les remarques faites par M. Khrouchtchev à une réunion politique.

Alors que les puissances occidentales,—et je le déclare très catégoriquement,—abordent ce qui pourrait être un tournant décisif dans les négociations avec l'Union soviétique, il est opportun de considérer d'autres tentatives dans les domaines où nous avons eu avec l'URSS des pourparlers sur des questions importantes. Je parle de deux conférences. L'une de ces conférences devait s'ouvrir l'automne dernier à Genève. L'une avait trait à la cessation des essais nucléaires et l'autre à la mise sur pied d'un dispositif ou d'une technique de protection contre les attaques par surprise.

Considérons un moment la question de la cessation des essais nucléaires. C'est un objectif vers lequel toute l'humanité doit tendre. La commission du désarmement et la sous-commission du désarmement qui en relevait, instituées par les Nations Unies, ont effectivement cessé de fonctionner à la fin de 1957. Les dirigeants soviétiques avaient déclaré qu'ils ne prendraient part à aucune autre discussion au sein de la commission ou de la sous-commission de désarmement. Ainsi, des négociations directes ont eu lieu sur la cessation des essais nucléaires entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'URSS.

En juillet et août derniers, le Canada a participé à une réunion d'experts tenue à Genève pour étudier la question de l'identification et de la détection des essais nucléaires. Le Canada était représenté par une forte équipe à cette réunion. Il est peut-être triste d'admettre que les savants se sont entendus là où les diplomates et les hommes politiques ont échoué. Mais le fait est que cette conférence d'experts a donné naissance à un rapport, adopté à l'unanimité, sur les méthodes efficaces de détection des essais nucléaires.

Puis, le 31 octobre 1958, se réunirent à Genève un groupe d'hommes autres que des techniciens, pour rédiger un traité qui stipulerait la cessation des expériences nucléaires et qui instituerait aussi l'appareil nécessaire à la mise en œuvre intégrale de ce traité. Nous avons été reconfortés, il y a environ un mois, d'apprendre que cette conférence avait fait des progrès, qu'on s'était entendu sur quatre articles de ce traité et qu'on avait réglé ces quatre articles. Toutefois, nous nous rendions bien compte que plusieurs questions complexes restaient encore à régler. Il fallait décider de la composition,—du point de vue nationalité,—du personnel des postes de contrôle et des unités mobiles et surtout, il fallait décider des méthodes qui seraient prévues dans le traité pour ce qui est du fonctionnement de l'organisation, la commission de contrôle,—ou quel que soit le nom qu'on lui donne,

Sans entrer dans les détails, je dois dire que la vieille question du veto a de nouveau été soulevée dans ces discussions. L'URSS voulait, et veut encore à l'heure actuelle, jouir d'un droit de veto à l'égard de certaines inspections qui pourraient être proposées dans ce pays. Dans sa récente déclaration du 24 février, M. Khrouchtchev a dit qu'ils n'allaient pas permettre à des espions et à des officiers de renseignements des pays occidentaux de connaître leur puissance et leur potentiel militaires. Monsieur l'Orateur, je dois faire observer que tout dispositif, établi en vertu d'un traité pour la cessation des essais nucléaires, qui ne prévoirait pas l'inspection et la réglementation, serait trompeur, décevant, et dangereux pour l'Ouest.

Je dois signaler, malgré les présages d'ajournement de ces pourparlers d'après ce qu'ont publié les journaux de ce matin, que nous espérons et demandons en grâce que la question de ce dispositif de détection et le reste soit résolue de façon satisfaisante. Comme je l'ai dit il y a un moment, et je le répète, l'humanité doit partout prier, j'en suis sûr, pour qu'au moins un pas soit fait vers la cessation des essais nucléaires. Prions qu'à partir de là, le mouvement continue et gagne d'autres parties de la sphère des armes nucléaires.

Pour ce qui est des attaques-surprises, le tableau est moins reconfortant vraiment. L'été dernier, le Canada a participé à une conférence de spécialistes de l'Ouest qui s'est réunie à Genève afin d'étudier les méthodes qui permettraient de prévoir et de déceler les attaques-surprises, comme on l'avait fait pour la cessation des essais nucléaires. Cette fois, le groupe était plus nombreux. En faisaient